

**« LE TRÉSOR ET LA MONNAIE AU MAROC
DE 1918 A 1962 » (1)**

**« LE TRÉSOR, LA CROISSANCE ET LA MONNAIE
AU MAROC » (2)**

de M. Pierre Henri Dupuy

Plusieurs thèses de doctorat soutenues devant diverses facultés de Droit de France ont concerné d'une façon directe le problème de la Monnaie et du Crédit au Maroc (3). Parmi ces travaux, la thèse de M. P. Dupuy est caractérisée par sa valeur documentaire incontestable. L'auteur en effet essaie de faire l'historique des changements des structures économiques du Maroc à travers l'évolution des mécanismes du Trésor et des modifications intervenues dans le comportement de la monnaie marocaine depuis le début du protectorat. Malgré un certain désir de ne pas étudier les mutations structurelles de notre économie durant cette période, l'auteur n'a pas manqué de retracer l'évolution générale des situations économiques et des principales orientations de la croissance du pays à travers son analyse qui à première vue apparaît limitée aux problèmes financiers et monétaires. L'interpénétration entre l'aspect économique et réel et l'aspect financier et monétaire ne peut nous étonner surtout quand il s'agit d'un pays en retard de développement comme le Maroc : l'importance relative du commerce extérieur dans l'économie nationale et celle des flux des capitaux dans le mode de financement des investissements d'une part et l'extension croissante de l'intervention des pouvoirs publics d'autre part expliquent la nécessité de mettre en relief le rôle déterminant de la politique monétaire dans l'évolution conjoncturelle et structurelle

(1) Thèse de doctorat soutenue devant la Faculté de Droit et de Sciences économiques de Bordeaux en mars 1962. *Bulletin Economique et Social du Maroc*, n° 93, août 1962, Rabat.

(2) « La Croissance harmonisée dans les pays en voie de développement. Le Trésor, la Croissance et la Monnaie au Maroc ». Editions La Porte, Rabat, 1965 (264 pages).

(3) On pourra citer parmi les plus récentes : « Le franc marocain, monnaie satellite » (1950) de Marty — « Le Crédit dans l'économie marocaine » de Jean-Pierre Segaud (1954) — « La Monnaie et le Crédit au Maroc » de Claude Lachaux (1962).

de l'économie marocaine. La politique monétaire et financière aussi bien sous le protectorat que depuis l'indépendance n'a, semble-t-il, jamais réussi à entretenir une évolution des structures dans un cadre autonome nécessaire soit à cause de l'effet d'une volonté déterminante de renforcer la dépendance du pays, soit à cause d'une impuissance, tant par rapport à l'intérieur que par rapport à l'extérieur, de compenser les effets déséquilibrants de la conjoncture extérieure.

On regrettera alors que les évolutions retracées par l'auteur ne reposent pas sur les véritables causes du retard du développement économique et social du pays et ne décrivent pas les comportements des structures dualistes de l'économie face aux changements internes dans les éléments financiers et monétaires.

Le plan de l'ouvrage est construit sur un plan chronologique et retrace quatre phases principales dans l'évolution de la conjoncture. Ces quatre phases correspondent à des stades au cours desquels le trésor marocain requiert de plus en plus une importance grandissante : dans un premier stade il joue surtout le rôle d'agent d'exécution du budget (1918 à 1939). Le deuxième stade se caractérise par le développement de l'inflation de guerre (1939 à 1946) ce qui renforce l'intervention de l'Etat. Puis le trésor et la monnaie intègrent de plus en plus les plans d'équipements et deviennent un instrument de croissance (1946-1955). La nécessité de libérer les relations monétaires du Maroc et de construire une politique économique autonome nécessitera au cours de la dernière phase retracée par l'auteur (l'indépendance 1955-1962) des changements institutionnels importants.

I. - 1918 à 1939 : le Trésor, agent d'exécution du budget

Une phase où l'économie moderne et monétaire s'intègre de plus en plus dans les structures, et où la croissance très rapide provoque de grands changements quantitatifs et met en relief la naissance et l'accentuation du phénomène de dualisme. Une époque qui se caractérise aussi par des créations d'institutions qui répondent à l'ouverture vers l'économie moderne : une Banque d'Etat, une monnaie, un budget, le début du crédit agricole qui aide l'établissement de la colonisation, enfin des investissements financés par des emprunts émis principalement en France. Les signes de croissance sont très apparents : l'infrastructure moderne est aménagée ; les masses de capitaux français entrent, encouragées par une atmosphère de libéralisme teinté d'un embryon de dirigisme (création de l'O.C.P. et du B.R.P.M.). L'orientation étatique semble d'ailleurs encourager les intérêts privés français gérés par les règles de l'Acte d'Algésiras : cette période de croissance rapide est cependant coupée de 1931 à 1936

par les conséquences néfastes de la dépression mondiale. Le trésor y apparaît comme un agent d'exécution, un budget simple. La guerre apporte cependant beaucoup de changements.

II. - 1939 - 1946 : l'inflation

La guerre mit fin à l'orientation libérale de l'économie. Le contrôle des changes et celui des transferts des capitaux sont instaurés. Une inflation galopante caractérise l'économie de guerre, à la défaveur de la croissance mais à la faveur de la dette publique qui se trouve allégée. L'inflation a eu pour conséquence de renverser les tendances de la balance des paiements puisque le courant des capitaux s'interrompt alors que les exportations diminuent. La production tant industrielle qu'agricole a marqué une chute brutale. La paix revenue, on annonce au Maroc l'application de programmes d'équipement qui s'échelonnent de 1946 à 1955.

III. - 1946 à 1955 : le plan d'équipement

Une nouvelle conception provenant souvent des courants marqua le commencement de la planification indicative en France. Au Maroc en 1946 le plan Labonne fut établi. Cependant la hausse de prix a entraîné plusieurs dévaluations. Un plan quadriennal 1949-1952 prévoit l'achèvement des travaux d'infrastructure. Les programmes sont financés principalement par les prêts du Fonds de Modernisation et d'Equipe-ment au moment où la croissance est devenue très rapide et où les cours de matière première augmentent. Cependant de 1953 à 1955 la tendance se renverse puisque les investissements diminuent et le solde de la balance commerciale s'améliore.

IV. - L'indépendance

L'indépendance entraîna la naissance de nouvelles institutions d'une politique de libération économique principalement en 1959 : un institut d'émission, une monnaie nationale, un office de change et un contrôle de transfert. Le plan quinquennal 1960-64 prévoit le développement rapide de l'épargne et de l'investissement. Pour encourager un ensemble d'institutions sont créées : la Caisse de Dépôt et de Gestion, la B.N.D.E., le Crédit Populaire, le B.E.P.I., le Fonds National d'Investissement. Cependant la stagnation économique reste évidente, les budgets deviennent de plus en plus déficitaires et la situation financière se détériore.

L'auteur paraît cependant optimiste car il estime que le Maroc remplit progressivement les conditions du décollage.

La non réalisation du Plan quinquennal, la détérioration de l'équilibre des finances externes et internes de 1960 à 1965 et la promulgation du Plan triennal qui sacrifie la croissance à la faveur de l'équilibre incitèrent l'auteur à réviser ses conclusions dans son livre « Le Trésor, la Monnaie, la Croissance au Maroc ».

En effet dans ce dernier travail il conclut que « si la conception de plan quinquennal était excellente, son exécution n'a pas permis d'obtenir dans le secteur directement productif les résultats escomptés ».

Ce livre est un excellent dialogue entre l'aspect de croissance ou l'aspect matériel de l'économie et l'aspect de finances. Il présente implicitement un dialogue en deux conceptions différentes. La première s'intéresse à la croissance rapide, à la mobilisation de l'épargne locale, aux transformations des structures économiques et sociales, et un programme d'industrialisation ; c'est la conception du plan quinquennal. La deuxième met en relief l'équilibre monétaire et financier, la nécessité de demandes de prêts extérieurs ; c'est celle du plan triennal. Cependant l'auteur qui pense que « la modification des structures notamment sociales et mentales est indispensable si l'on veut créer certains éléments moteurs de la croissance », nous indique implicitement surtout dans ses conclusions qu'il serait possible d'appliquer les précisions d'un plan semblable au plan quinquennal sans que ces tensions déséquilibrantes paraissent lors de l'évolution à condition qu'on applique les investissements directement productifs sans pour autant délaisser les investissements intellectuels. Il serait aussi grave en effet de chercher à appliquer un équilibre dans la stagnation sinon dans le recul, pour un pays dont la population croît de 3,2 %, que d'appliquer une politique de dépenses qui, en favorisant les déséquilibres, tend à annuler tout effet de croissance. On doit tendre donc vers « une croissance harmonisée dans les pays sous-développés ».

L'auteur essaye de répondre à trois questions :

- Comment le Trésor peut-il concourir à la croissance du Maroc ?
- Par quels moyens et dans quelles limites peut-il utiliser à cette fin des ressources monétaires ?
- Dans quelles mesures peut-il contribuer à assurer la stabilité monétaire dans l'expansion ?

Pour répondre à ces trois questions l'auteur cherche au début à étudier le rôle du trésor dans une politique d'expansion, dans la mobilisation des investissements publics et l'encouragement des investissements privés. C'est à cette occasion qu'il pose la conception de la croissance et du plan

quinquennal d'une part face à celle de l'équilibre et du plan triennal d'autre part. Il présente une description des mécanismes et des institutions qui mobilisent les investissements publics et ceux qui encouragent l'investissement privé (code d'investissement, crédit, et fonds national d'investissement).

Ces considérations mettent en relief le rôle important imposé au trésor à l'heure actuelle. « En effet, le Maroc doit résoudre deux problèmes dont la solution prend un caractère de plus en plus urgent : celui de l'équilibre des Finances publiques et celui de l'augmentation des investissements ».

Par la suite l'auteur étudie dans une seconde partie de son ouvrage les aspects juridiques et techniques du fonctionnement du Trésor dans le cadre d'une description générale de l'économie marocaine dans son aspect institutionnel. Les problèmes techniques des ressources et des dépenses, ceux des relations du Trésor avec le système bancaire et avec la politique des finances et enfin les méthodes d'établissement de l'équilibre financier sont minutieusement étudiés par le praticien qui ne néglige nullement les aspects théoriques et les considérations générales nécessaires à une bonne explication des mécanismes.

La troisième partie de l'ouvrage présente une combinaison intéressante de l'expansion économique et de l'équilibre monétaire et financier. Dans cette combinaison le trésor joue un rôle important. C'est ainsi qu'il apparaît nécessaire de bien connaître les répercussions des opérations du Trésor sur les disponibilités monétaires et sur le comportement de la monnaie. Ces opérations ont par ailleurs une influence certaine sur les prix.

Le dernier chapitre étudie l'interférence de l'action du Trésor et des tendances de la balance des paiements. Cet aspect de l'action du Trésor est d'autant plus importante actuellement au Maroc que le plan triennal en cours prévoit le financement des investissements à partir de ressources étrangères en grande partie.

Le livre de M. Dupuy présente par le biais d'une étude des mécanismes du Trésor l'expérience d'un pays sous-développé depuis 1960. Un Maroc qui prévoyait l'application d'un plan de croissance et de changement de structure. La politique suivie a cependant créé une détérioration des finances internes et externes du fait d'un supplément de dépenses, sans avoir pour effet d'accroître les recettes, dans la même mesure, aussi le Trésor a-t-il dû recourir à des ressources à caractère monétaire. Le plan triennal a choisi la perspective de l'équilibre. Ce choix cependant l'amène à sacrifier la croissance et à opter pour l'aide étrangère comme la principale source d'investissement, ce qui peut entraîner un autre déséquilibre à moyen terme.

Fathallah OUALALOU